

# **Médias :**

## **de l'explication**

### **à la démolition**

TRAVAIL FINAL DU COURS MPA DU PR. ANDREAS LADNER « DÉMOCRATIE ET FORMATION DE L'OPINION », SUIVI EN TANT QUE PARTICIPANT EXTÉRIEUR.

*« Ce qui est préoccupant pour la démocratie directe, c'est que les Suisses n'ont plus accès à une information approfondie et différenciée qui leur permette de comprendre vraiment les enjeux d'une votation. »*

Andreas Gross, *Le Temps* du 01.12.2009

## INTRODUCTION

Ces pages sont issues d'une envie. Celle d'un ex-journaliste et plus spécialement journaliste politique, « accompagnant de 30 ans » (1979-2009) de la formation de l'opinion, de comprendre ce qu'il considère comme une dérive. A de rares exceptions près – on peut en Suisse Romande citer *Le Temps* – il a vu les médias quitter graduellement le terrain de l'éclairage du débat public, pour participer à le vider de son sens. Coups bas, coups de gueule, anecdotes politiciennes, et personnalisation à outrance, ont remplacé sur les écrans, les ondes, et dans les colonnes, la récapitulation des enjeux et leur mise en perspective. L'anathème a supplanté l'analyse, l'affiche les arguments. Il ne s'agit plus de convaincre, mais de marteler, plus de raisonner, mais d'asséner, et de créer de l'émotion. Tout cela avec une constance qui forcerait presque l'admiration, tant elle est contre-productive. De la votation de 1992 sur l'Europe, à l'interdiction des minarets, en passant par la sous-estimation chronique du pouvoir d'attraction du national-populisme (selon la belle formule de l'ancien rédacteur en chef de *La Liberté* François Gross), l'unanimité médiatique s'est abondamment planté.

Faute d'avoir su garder leur rôle d'observateurs de la réalité, engagés peut-être, mais d'abord observateurs, ces médias ont pratiquement perdu toute crédibilité. Or, elle leur est ce que la confiance est aux banques : indispensable et irremplaçable. Il est peu étonnant de les voir perdre en audience. Qui paie pour lire des propos de bistrot ? A dire vrai, ce ne serait pas grave si le bon fonctionnement de la démocratie n'exigeait un débat public de qualité. Ce ne serait pas grave si les médias traditionnels, qui ne l'assurent plus, avaient été remplacés par l'immense caisse de résonance d'internet. Mais Twitter, Facebook ou Google ne hiérarchisent pas la cacophonie des avis, ils ne font que la propager. Je pense qu'on est arrivé à un stade où la formation de l'opinion en souffre.

J'ai donc eu envie de comprendre comment et pourquoi cette dérive s'est produite. Cela à ma hauteur, en éclairant une expérience d'acteur modeste, tout entière accumulée dans le canton de Vaud, ce qui la limite encore plus. Ce travail n'a pas de prétentions scientifiques. Je doute même qu'il réponde aux critères du cours, mais je dois confesser que j'ai peu de temps et peu de goût pour l'archéologie bibliothécaire. Plus qu'à accumuler des preuves j'ai cherché à relever des indices, en les mettant en perspective. Le résultat sera incomplet, réducteur, peut-être inadmissible. Qu'on me pardonne, j'étais journaliste, et je ne sais pas si on s'en remet.

La méthode risque de s'avérer plus empirique qu'organisée. Ayant décidé de m'intéresser à une évolution, j'ai considéré qu'un peu d'histoire était nécessaire. Ce ne sera pas celle des médias suisses (que personne n'a encore faits d'ailleurs), mais le seul relevé de quelques repères temporels qui me semblent significatifs. Dans la mesure du possible, j'y joindrai des exemples d'émissions ou d'écrits. La deuxième partie sera consacrée à l'analyse d'autres exemples, tout simplement piochés dans les journaux du mois dernier, de ce que je considère comme significatif de la « perte de sens » évoquée ci-dessus.

L'utilité de la démarche est sans doute celle d'un parapluie au Sahara. Disons que si quelqu'un de plus compétent la reprend un jour et qu'elle contribue alors à un accueil critique du flot de vent qu'on nous vend quotidiennement comme réalité, ce sera... inespéré.

## **Les racines**

La presse est en constante évolution. Plus rarement en rupture. Il me paraît nécessaire d'en citer deux, survenues à plus de vingt ans d'intervalle, mais dont la confluence ultérieure aboutit à mon sens à la situation actuelle.

### **Octobre 1959, naissance du *Blick***

Racontée par Hans-Jürg Deutsch, qui y entra à vingt ans, dès l'été 1960, l'arrivée du premier journal de boulevard dans le paysage médiatique suisse a été un coup de tonnerre. Situons le contexte : la télévision est balbutiante, la radio interrompt ses émissions à minuit par l'hymne national (la RSR ne l'abandonnera que le 21 novembre 1981 avec l'apparition de « Liste noire »), les journaux sont proches des partis avec une diffusion largement locale.

Le *Blick* bouscule. Placardé au mur de la salle de briefing, sa devise est : « Qu'apporte le *Blick* de surprenant aujourd'hui ? ». Notons le mot : il ne s'agit pas d'être « signifiant », mais « surprenant ».

En politique, le journal introduit l'anecdote. Il se fait notamment remarquer dans les années soixante par un article sur le Parlement décrivant combien d'élus sont absents, qui dort à son pupitre ou y lit le journal. Amusant sans doute, mais il est permis de se demander si l'efficacité des Chambres en était réellement atteinte, et si l'activisme qui y règne aujourd'hui, caractérisée par la multiplication d'interventions puisées dans les faits divers, n'est pas plus dommageable. Une étude comparative de la portée des lois, et du temps nécessaire à leur adoption, serait intéressante. Le 13 mars dernier, Evelyne Widmer-Schlumpf relevait les « blocages politiques » qui ont empêché durant toute l'année 2009 de faire avancer la réforme du droit des actionnaires.

Quoi qu'il en soit, le succès du *Blick*, qui dépassera les 500'000 exemplaires, influence le reste de la presse. En Suisse Romande, la *Tribune de Lausanne* entreprend dès la fin des années soixante de se tourner vers le boulevard, ce qui sera achevé quand elle deviendra *Le Matin* en 1984. Plus profondément, la tendance à l'anecdote se propage graduellement dans toutes les rubriques des journaux.

### **Septembre 1981, naissance de *l'Hebdo***

« L'important, d'abord, c'est que cet hebdomadaire existe ». Telle est la 1<sup>ère</sup> phrase du 1<sup>er</sup> éditorial de Jacques Pilet dans le 1<sup>er</sup> numéro de *l'Hebdo*. Le décor est planté. Les Newsmagazines les plus proches sont alors Français, s'appellent *Le Nouvel Observateur* et *L'Express*, et ont le rédhitoire défaut d'ignorer la Romandie. On pourrait dire à juste titre, puisque cette dernière n'existe heureusement pas, sinon la Suisse vivrait une situation à la Belge. Qu'importe, il s'agit de démontrer qu'on est aussi fort que le grand voisin, aussi décoiffant.

« Le choc des opinions contradictoires, la surprise d'une information inhabituelle » plaide encore le rédacteur en chef dans son 1<sup>er</sup> édito. Il ne s'agit même plus d'être « surprenant », mais carrément « dérangeant ». L'ennemi déclaré de *l'Hebdo* c'est le conformisme, et d'abord le « conformisme journalistique ». Mot-valise s'il en est, qui compte parmi ses avantages celui de n'avoir guère besoin d'être défini. Il suffit par ailleurs de le prononcer pour décrédibiliser l'autre et se singulariser positivement.

La pratique journalistique de l'époque, ainsi taxée de « conformiste » s'exprime dans une certaine circonspection, la description des faits plus que leur interprétation, et l'équilibre des opinions. Le nouveau magazine fera donc l'inverse : il sera de parti pris. Sa 1<sup>ère</sup> couverture est consacrée à « l'impossible Kaiseraugst ». Elle annonce un article dans lequel on cherche aussi vainement une référence au contexte énergétique dans lequel se situe le projet qu'une parole des partisans de la centrale. Le papier est là pour soutenir ce qui est « moderne », à savoir la contestation de la centrale nucléaire.

Avec *L'Hebdo* débarque le concept du « journaliste-acteur ». Comme le notera Didier Erard dans un livre paru en 1996 et intitulé « Bon pour la tête, *L'Hebdo* ? », il ne s'agit plus d'être le relais d'une information, mais de la créer. Tant pis si les faits sont sollicités ou surinterprétés, ce qui compte c'est de faire « évènement ». « Cancer, ce qu'on vous cache » trouve-t-on en bandeau d'une édition de décembre 1981, qui donne un maximum d'écho à un livre lui-même polémique. Lorsqu'on prend Dieu pour sujet, c'est parce que « la dimension spirituelle trouble », et lorsque l'éditorialiste s'adresse au Conseiller fédéral et nouveau président de la Confédération Hans Hürlimann c'est pour dire : « On attend de vous des mots qui nous surprendraient ». L'efficacité gouvernementale n'est pas un sujet. L'essentiel, c'est le « bougisme ». Même les thuriféraires de *L'Hebdo* comme le journaliste Christophe Passer admettent sa « légèreté et sa précipitation ». Mais, ajoute-t-il aussitôt : « Ca n'a aucune importance »...

## **Le paysage**

Les deux évènements (*Blick* + *Hebdo*) se produisent donc à plus de vingt ans d'écart, mais on a vu que le style boulevardier mettra jusqu'au milieu des années 80 pour faire son trou en Suisse Romande. De ce côté-ci de la Sarine, ils sont donc relativement synchrones.

Dans quel paysage s'implantent-ils ? En forçant un poil le trait on pourrait dire dans un petit âge d'or de la presse écrite. La télévision n'est guère une concurrence, la radio a mis de la musique dans son ton, mais reste politiquement très institutionnelle. Les journaux de partis à diffusion large vivent de leur côté un chant du cygne. La *Nouvelle Revue de Lausanne* ne cesse de voir baisser son tirage et affronte de sérieuses difficultés financières. Elle sera bientôt hebdomadaire. Le *Journal de Genève* est recapitalisé à peu près tous les cinq ans, *La Gazette de Lausanne* n'est pas en meilleure position.

Il y a de la place pour des journaux « grands publics », apolitiques, ou disons non ouvertement politiques. *24 heures* dépasse les 100'000 exemplaires. *L'Est Vaudois* a réussi la fusion de plusieurs petits journaux. *La Liberté* à Fribourg s'affranchit de son étiquette PDC, *La Suisse* et *La Tribune de Genève* ont des positions fortes. *L'Impartial* jouit d'une excellente réputation dans les Montagnes neuchâteloises. En plus, la conjoncture globale est bonne, la publicité fait largement vivre les journaux qui ne se livrent qu'une concurrence feutrée.

Dans les rubriques politiques on a de la place et des possibilités. Un Conseil communal de ville prend facilement plus d'une demi-page. La journée d'un législatif cantonal près d'une page. Les journaux se sont largement affranchis de grilles de lecture partisans, les rédacteurs ont mission de rendre compte et de mettre en perspective. On attend des commentaires qu'ils apportent du sens, leurs auteurs profitent d'un certain prestige. On est dans ce que je nomme en titre la presse « d'explication » soucieuse d'éclairer le débat politique. La participation à la formation de l'opinion est haut placée dans les effets recherchés, avec pas mal de didactisme.

La « médiatisation » des politiciens n'est en revanche pas très grande, les interviews de Conseillers fédéraux, voire de Conseillers d'Etat sont rares. Les administrations n'emploient pratiquement pas de communicateurs.

## La mutation

Un troisième facteur va prendre beaucoup d'importance : la crise économique du début des années 90. En Suisse romande, et particulièrement dans le canton de Vaud, elle va être déclenchée par l'explosion d'une bulle immobilière. Les journaux perdent de la publicité, renchérissent leurs abonnements, perdent ensuite des lecteurs. La disparition de *La Suisse* (1994) sera un ébranlement. D'autres journaux plus petits fusionnent. La concurrence s'exacerbe.

Tout est réuni dès lors pour que la pierre, dont la base s'érodait depuis un certain temps se mette à dévaler la montagne. Le travail de formation de l'opinion, que la presse écrite se faisait un point d'honneur d'assurer, au point de cultiver dans ses pages politiques un style un tantinet rébarbatif, voire chiant (selon la formule attribuée à Hubert Beuve-Méry du *Monde*) passe au second plan. L'anecdote demande moins de travail, tout comme le parti pris.

Deux phénomènes vont encore accélérer la vitesse de descente. Ils ne sont pas déterminants, mais contribuent quand même de façon importante.

D'abord la dissémination du « genre-*hebdo* ». Le magazine a vu passer pas mal de jeunes journalistes vite tenus pour des garants de modernité par les rédacteurs en chefs ou responsables d'embauches des quotidiens. A cela s'ajoute en 1991 la création du *Nouveau Quotidien* (projet lancé avant la crise, mais concrétisé à son début).

Lancé par celui qui a fondé *L'Hebdo* (Jacques Pilet) *Le Nouveau Quotidien* va fonctionner exactement sur les mêmes principes... puissance 6 puisqu'il s'agit de sortir 6 éditions (ensuite 5) par semaine. Merveilleusement caricaturé par les farceurs érudits de *La Distinction* en *Nouvelles Verbigérations*, le journal a l'art assez remarquable de faire tenir les pyramides sur la pointe, et d'être une boussole qui indique avec constance le sud. On y verra dans un même éditorial, dont l'auteur de ces lignes garde un souvenir ému, Jacques Pilet encenser Edgar Styger, directeur du train Montreux-Oberland-Bernois pour la modernité de sa gestion touristique (consistant largement à agrandir les vitres des wagons en faisant grimper le prix des billets) et dégommer en comparaison la « ringardise » de la Compagnie de navigation lémanique (CGN). Détail oublié par l'auteur de l'édito, le même Edgar Styger était alors également le président du Conseil d'administration de la CGN...

Pétri d'ambitions, mais financièrement serré, *Le Nouveau Quotidien* est aussi une publication épuisante qui consomme du journaliste comme le Hummer de l'essence. Se recaser ailleurs est la première occupation de ceux qui y travaillent. Bref, les journalistes nourris à l'école du « ce n'est pas le fait qui est important, mais l'interprétation qu'on lui colle » se répandent dans la presse romande comme la vérole dans le bas clergé.

Ensuite, il y a la mutation concomitante du paysage politique suisse, autrement dit l'intrusion de l'UDC version Blocher. Riche et remarquable communicateur, le tribun zurichois est l'un des premiers à s'être rappelé en Suisse (on l'avait oublié depuis les propagandes totalitaires de

l'avant-guerre) qu'en matière de messages chocs, la forme prime sur le fond. Le passage d'Oskar Freysinger dans ce cours MBA a été à cet égard édifiant.

Cela tombe bien, ces quotidiens romands en mutation adorent la forme. C'est simple et gratifiant, cela ne demande pas d'autre effort journalistique que de regarder les affiches en se rendant à son travail, ça déclenche des polémiques que les confrères reprennent et qui s'auto-alimentent ensuite d'elles-mêmes. Cela fait des titres chocs, les rédacteurs en chefs adorent. Cela contribue à la personnalisation de la politique, si souhaitable vu des réactions. « Charles Favre se plante » est infiniment plus sexy que « Le gouvernement vaudois se trompe ».

Dès lors tout roule. Au tournant du siècle on peut dire que la quasi-totalité des médias (on verra les exceptions, souvent temporaires, un peu loin) est dans le trend. Brièvement à la traîne, l'audio-visuel public a fait plus que rattraper son retard. « Mise au point » participe au journalisme d'accusation. Avec « Infrarouge », le débat télévisé est un combat de boxe où les aboiements remplacent les coups. A la radio, qui ne lance pas deux slogans en 35 secondes a peu de chances d'être réinvité.

En presse écrite, le principe de construction d'un article politique devient à peu près le suivant. Un : obtenir de quelque homme (ou femme) public une phrase vacharde. Deux : faire réagir d'autres élus au propos. Qu'importe ce qui est dit, on tient une polémique. Quand la Conseillère d'Etat Francine Jeanprêtre rompt la collégialité gouvernementale à propos du nombre d'élèves dans les classes au début des années 2000, la pertinence de sa position, un examen de la réalité des coûts en jeu, et finalement des moyens politiques dont dispose réellement la conseillère d'Etat pour arriver à ses fins ne s'est pratiquement pas faite. Il est plus simple de dire (même si c'est faux) que le gouvernement tremble sur ses bases.

## **La résistance**

Elle n'est pas totalement absente, mais rare, sporadique, et en constante diminution. Le soussigné a eu la chance (un peu provoquée quand même parce qu'on a toujours le choix de son employeur) de vivre professionnellement de 1989 à 2005 dans trois rédactions épargnées pour des raisons diverses par le phénomène. Ce n'est sans doute pas un hasard si deux d'entre elles ont disparu.

*Le Journal de Genève et Gazette de Lausanne.* A peu près aussi sensible aux modes que les Windsor, le vieux journal libéral a tout simplement ignoré le phénomène. Mal en point financièrement, confronté à l'étiage de l'argent des éditeurs et à la machine de guerre lancée contre lui sous forme du *Nouveau Quotidien* il a disparu en 1998, en fusionnant avec son concurrent. Mariage de la carpe et du lapin qui donnera *Le Temps*. Il est toutefois assez remarquable que l'esprit d'analyse et la distanciation du *Journal de Genève* aient survécus au sein d'un quotidien qui est le dernier pourvoyeur Romand de sens dans le domaine politique. On y reviendra.

*L'Est Vaudois*, devenu *La Presse*. Les journaux régionaux, dont l'objectif n'est pas de segmenter leur public, mais de le servir entièrement dans un espace géographique donné, sont presque naturellement explicatifs. Quand vous croisez un syndic tous les deux jours, l'attaquer doit être raisonné, et pouvoir être défendu dans une conversation en tête-à-tête. Le sentiment d'appartenance régionale est fort et conduit à une recherche de concordance. Avec la remarquable stabilité d'un seul rédacteur en chef en plus de trente ans (1969 à 2005)

l'ancien *Journal de Montreux* a tenu une ligne constante, sans « bling-bling ». Vendu à 24 heures, il a disparu, comme son pendant Yverdonnois. Ni l'un, ni l'autre n'ont été remplacés.

*Le Temps*. Il vient de changer de rédacteur en chef. Dans son interview d'après nomination, le nouveau venu, Pierre Veya, a résumé : « *Le Temps* doit avoir une haute tenue intellectuelle, être encore davantage un titre qui organise le débat où se forment les opinions. » Eclairer, exposer, expliquer, voici vingt-cinq ans presque tous les journaux auraient pu reprendre à leur niveau ce credo. Seul *Le Temps* a réussi à moderniser sa forme journalistique (style, esthétique photos) sans abîmer la primauté du fonds, de ce qui est dit. Contre toute attente, dans le mariage évoqué plus haut, c'est l'esprit du *Journal de Genève* qui l'a emporté sur celui du *Nouveau Quotidien*. Sur toute la Suisse Romande, *Le Temps* ne vend guère que 50'000 exemplaires. Il est une voix isolée dans le brouhaha médiatique.

## Le résultat

Au sortir de ce cours, on pourrait dire qu'il est évident. De pascal Schouwey à Stéphane Montangero **aucun** des invités en relation avec les médias n'a fait part de sa satisfaction par rapport à leur travail. Je retiens particulièrement les propos d'Oskar Freysinger sur leur « bêtise » et plus encore la phrase d'Yves Dérobert, responsable de la communication de la Ville de Lausanne : « Il y a dans la presse une perte de mémoire, une perte de savoir, une perte d'importance des sujets politiques. La Presse est de moins en moins un partenaire, il y a avec elle plus de confrontation que de collaboration. »

On pourrait objecter qu'il faut se méfier de tous ces propos car ils proviennent de lecteurs-acteurs. C'est-à-dire de gens qui sont non seulement des consommateurs d'information, mais aussi, et peut-être surtout des fournisseurs de ces informations. Ils ont une perception biaisée, car ils attendent, peut-être inconsciemment, que les médias reflètent leur point de vue.

Un bon moyen d'appréciation, est donc de tout simplement se livrer à la lecture des journaux, et de voir ce qu'on en tire du point de vue de l'information politique.

Je n'ai pas fait une longue analyse. Je suis intimement convaincu que chaque semaine de lecture apporte les mêmes constatations et conclusions. Je me limiterai donc à quelques brefs exemples récoltés au début du mois de février.

### Perte de sens : *Le Matin* du 2 février 2010

On commence par un éditorial d'Ariane Dayer, rédactrice en chef du journal, qui a naguère été celle de *L'Hebdo*. Le sujet est un énième micro-développement des relations fiscales conflictuelles entre l'Allemagne et la Suisse. L'éditorial commence par une attaque en règle d'Hans-Rudolf Merz et de tout le Conseil fédéral. Le ministre des finances a rappelé que « l'achat de données volées est interdit en Suisse ». Jugement du journaliste : « Les réactions du gouvernement helvétique sont pathétiques ». Pas besoin de justifier, il suffit de l'écrire. Tant pis si on ne voit pas en quoi c'est pathétique. Il aurait été mieux pour Hans-Rudolf Merz de ne rien dire ?

Mais pour quelqu'un du calibre et de la modestie d'Ariane Dayer, la Suisse seule est quand même une cible un peu petite. Généralisons à tous les Etats. « La crise institutionnelle est majeure. » On ne voit toujours pas en quoi. Une crise institutionnelle c'est quand un gouvernement a perdu la confiance de ses électeurs, ou qu'il ne parvient plus à travailler avec

son Parlement. Sentence finale : « Les Etats perdent la tête. » Vite un gouvernement mondial présidé par Ariane Dayer.

Perte de sens (bis) : 24 heures du 3 février 2010

Ce jour-là, le journal annonce que la Cour constitutionnelle vaudoise a jugé que les Montreusiens ne pourraient pas voter sur la révocation de leur municipal inculpé Jean-Claude Doriot. La nouvelle tient en cette unique ligne puisque les considérants de la Cour n'ont pas encore été transmis aux parties. Le journal le sait et l'écrit : « L'ensemble des protagonistes de l'affaire l'ignore [les raisons qui ont poussé la Cour à débouter le Conseil d'Etat] ». Ce qui n'empêche pas *24 heures* de consacrer une page entière à l'affaire. Page pleine de vide naturellement. Il ne saurait en être autrement.

En soi, ce n'est pas tellement grave. Il s'agit de la page 3 du journal (la plus en vue !) qui aurait été de toute façon imprimée. On peut considérer qu'elle est gratuite pour ceux qui la remplissent.

Mais comme il ne s'agit pas de s'arrêter en si bon chemin, la même nouvelle - toujours aussi brève - est l'objet de l'éditorial. Titre : « Une Cour qui sait mettre des bornes au pouvoir. » Tiens donc ! C'est précisément, et institutionnellement son rôle. Mais cela ne saurait être aussi simple. Le journaliste découvre : « Cette Cour démontre vraiment son utilité quand elle pose des bornes aux pouvoirs en place (...) à ceux qui aimeraient les oublier. » A part le procès d'intention – pourquoi un gouvernement voudrait-il par principe oublier ces bornes ? – c'est juste le principe de la séparation des pouvoirs. Bon. Il n'était sans doute guère facile d'écrire quelque chose sur rien.

A noter que quand les considérants paraîtront 8 jours plus tard, il y aura un petit quart de page sans commentaire dans le même journal.

Interview pour la forme : 24 Heures du 3 février 2010

Ce numéro est décidément un « collector ». Outre l'affaire Doriot (voire ci-dessus) il y a encore un entretien avec le Conseiller fédéral Didier Burkhalter à l'occasion de ses cent jours au pouvoir. Interview symptomatique. Comme on pense dans les rédactions que le fond ennueie le lecteur, parlons de la forme. Question : « Vous, si sobre vous convoquez (sic !) les médias, vous y prenez goût ? » Que voulez-vous répondre à ça ? Sobrement l' élu estime qu' « un gouvernement ne doit communiquer que lorsqu'il a quelque chose à dire. »

Cela ne prend pas, cherchons la petite phrase. Question : « Ne siégez-vous pas dans un gouvernement de transition, avec plusieurs membres sur le départ. » L' élu ne mord pas à l'hameçon, il rappelle que la notion de gouvernement de transition n'existe pas en Suisse. Encore raté, mais quand même obstinons-nous. Question : « Reconnaissez que le ressort de certains ministres est sérieusement amorti ? » Réponse un peu plus sèche, « C'est votre vision des choses. » On est à la moitié des questions, le lecteur n'a rien appris, mais les journalistes ont rempli ce qu'ils considèrent comme leur rôle, essayer d'obtenir d'un membre d'un gouvernement qu'il critique ses collègues. Et en l'imprimant, ils le prouveront à leur rédacteur en chef.

Interview pour le vide : Le Matin du 5 février 2010

Mais on peut aller beaucoup plus loin dans l'interview politique qui n'a aucun sens. Ariane Dayer (encore elle) se distingue deux jours plus tard en rencontrant une autre conseillère



fédérale, Doris Leuthard. Il serait oiseux de détailler tout ce qui est imprimé, ne retenons que la plus belle question : « Si vous aviez été moche, seriez-vous conseillère fédérale aujourd'hui ? » On est en plein dans la version écrite de « l'infotainment », cet indigeste mélange d'information et de divertissement (entertainment en anglais) qui prolifère à la radio et à la télévision.

#### Le pseudo-expert : 24 Heures du 11 février 2010

Dans le domaine du « bougisme », ou de ce que la NZZ a finement baptisé le « Piletisme » dans les années 90, peu de sujets excitent autant les rubriques politiques que l'espoir de voir une fois le Conseil fédéral élu par le peuple. Enfin de beaux duels de candidats, des campagnes qui démenagent, de la personnalisation, et des sujets beaucoup plus affriolants que l'examen d'un projet de loi sur l'assurance-maladie. Que ce dernier soit notablement plus important pour la vie quotidienne du pays n'a une fois de plus aucune importance.

Le problème qui se pose est : comment ne pas toujours le réclamer soi-même. Réponse, en préparant l'opinion par l'intervention d'experts. L'essentiel consistant à les choisir avec soin pour qu'ils disent ce que vous attendez. S'ils ont un petit côté « people » c'est encore mieux.

Etant entendu qu'il faut un gouvernement fort (axiome) qui peut nous dire comment y arriver ? Dans cet article, on ressort notre ex-organisateur de glamour berlinois Thomas Borer, marié, glissons-le à une américaine. « Une véritable révolution est nécessaire. Le président serait élu pour quatre ans, comme son vice-président, qui devrait venir d'une autre région linguistique. » Comment insérer cet OVNI dans le fédéralisme ? Là n'est évidemment pas la question.

#### Se débarrasser des explications : 24 heures du 11 février 2010, TSR, Téléjournal de la veille, Le Temps du 11 février pour comparer.

Le 10 février a lieu la conférence de presse Blocher-Minder sur l'initiative contre les rétributions abusives. Le coup du jour, c'est que les deux se sont mis d'accord sur un contre-projet à l'initiative lancée par le seul Minder. Si les Chambres ne s'alignent pas sur ce contre-projet, l'UDC soutiendra l'initiative Minder.

Le 10 février, la TSR se penche sur le sujet, y consacre deux à trois minutes entièrement occupées par de la politique politicienne. En gros, en quoi l'UDC embête ainsi le PDC et le PLR qui ont préparé leur propre contre-projet. Pas un mot sur ce que veut l'accord Minder-Blocher, en quoi il diffère de l'initiative Minder, et en quoi le contre-projet PDC-radicaux est encore différent. Comme 24 heures du lendemain consacre beaucoup de place à Thomas Borer (voir ci-dessus) les quelques lignes consacrées à l'affaire sont strictement du même tonneau. On n'y apprend rien.

Il était possible de faire autrement. *Le Temps* du même jour utilise moins de 3000 signes pour donner « les principaux éléments des textes qui s'affrontent ». Et le lecteur est renseigné.

#### A rebours du bon sens : Le Matin-Dimanche du 14 février 2010

On pourrait poursuivre sur des pages des analyses de ce type. Elles démontreraient toujours et encore qu'acharnés au sensationnel et à l'ambition illusoire devenir des acteurs politiques, les médias s'embarrassent de peu d'obstacles. Ce qui est amusant, et on retrouve ici la constance contre-productive évoquée en introduction, c'est que... ça ne marche pas.

Dans un journal qui en est friand, cet article est consacré à un sondage. Dont la conclusion est sans appel : « Les Suisses refusent de renoncer au secret bancaire ». Après des semaines de matraquage sur l'immoralité de ce secret, la légitimité de ceux qui nous entourent à l'attaquer, les « pathétiques » réactions d'Hans-Rudolph Merz (se souvenir d'Ariane Dayer ci-dessus), c'est une claque. Le journal passe comme chat sur braise sur les explications qui pourraient faire comprendre ce résultat. Tout au pied du papier quand même, un chiffre : « L'abolition du secret bancaire mettrait en péril 20'000 places de travail ». Zut, les lecteurs le savent.

## Les conséquences

Reste à faire l'examen des conséquences de cette évolution. « Est-ce que tout cela est bien grave ? » dans l'optique de la formation de l'opinion publique. Je ne pense pas qu'on arrive à une conclusion définitive, mais je suis certain que cela n'aide pas.

Les conséquences pratiques de l'évolution décrite au long de ces pages sont de deux ordres. D'abord une perte d'espace rédactionnel pour les rubriques politiques, et donc la formation de l'opinion. Ensuite, et c'est sans doute le plus inquiétant, un appauvrissement de la façon de considérer la politique, allant vers sa décrédibilisation graduelle et celle de ses acteurs.

La perte d'espace n'est pas dommageable en elle-même. Le langage change à tous les niveaux, la façon de parler de la politique peut évoluer aussi. Dire beaucoup en peu de place, en se concentrant sur l'essentiel est un bon exercice journalistique. Ce qui joue un rôle est la qualité de l'espace perdu. D'abord un pan entier de l'activité politique n'est plus couvert. La presse régionale n'existe pratiquement plus, ce qui veut dire qu'un Conseil communal de la taille de celui de Montreux n'a plus guère droit qu'à un quart de page tous les mois dans le journal cantonal. Les préavis ne sont plus expliqués, à moins d'échanges violents entre élus, la population des villes n'est plus guère informée de ce qui se passe près de chez elle.

Ensuite, dans l'audiovisuel, la place de la mise en perspective a disparu. Les débats sont conçus pour « faire monter la sauce ». Les interviews sont « de rupture ». Il ne s'agit pas d'obtenir de l'interlocuteur l'explication la plus claire possible sur ce qu'il fait, mais de le mettre en difficulté. Quant aux « sujets politiques », ils sont systématiquement axés sur la mise en question.

Ce qui subsiste, c'est une façon de nier la complexité de la politique suisse. Au niveau fédéral, cela se traduit en particulier par un abandon du fédéralisme. Lorenz Bösch, président sortant de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) l'a bien expliqué dans un article récent (*NZZ* du 3 février) : « Pour une « Story », il n'est pas intéressant de présenter de façon concrète à quel niveau du fédéralisme se trouvent les enjeux. Quand un thème est chaud, il devient une affaire de la Confédération, que cela ait ou non un sens. La protection contre la fumée passive ou la loi sur les chiens démontrent ce processus. » Or, comme le note aussi Lorenz Bösch : « L'agenda des médias influence la façon d'envisager la politique ». On ajoutera que c'est exactement la même chose au niveau cantonal. Lorsqu'un pitbull mord (ou griffe) un bébé à Morges, peu importe que la police communale ait été la première en charge de l'affaire, elle devient aussitôt celle du Conseil d'Etat.

Ensuite c'est une façon de considérer la politique qui s'impose petit à petit dans tout le paysage médiatique. Elle est dévalorisée. Il n'est pas intéressant de dire : « Le gouvernement fait une bonne proposition ». On commencera donc par : « La proposition du gouvernement

est critiquée », quand ce n'est pas : « Pourquoi la proposition du gouvernement est mauvaise ». L'impression générale qui finit par être donnée de la politique est soit anecdotique (les baskets de Michaël Baettig analysée par *Le Matin*), soit dévalorisante (tous des nuls).

Un excellent exemple de cela est donné par *Le Matin* du 15 février. On est au lendemain de la perte de la Coupe de l'America par Alinghi, l'éditorial signé Thomas Dayer (quel degré de parenté avec la rédactrice en chef) est titré « L'allégorie Alinghi ». Deux derniers paragraphes : « Le Defender suisse a pitoyablement sombré. Insolence, mépris des autres, crânerie exagérée. Tient, tout ça rappelle vaguement notre suisse qui fait naufrage dans le théâtre universel. » Plus loin : « Les Suisses peuvent-ils seulement gagner au jeu des remises en question ? Pas sûr. »

## **Conclusion**

Si toute cette évolution n'était qu'un petit jeu commercial aboutissant juste à savoir qui ira le plus loin pour piquer des lecteurs (auditeurs, téléspectateurs, internautes...) à l'autre, on pourrait la considérer de loin comme peu significative. Le problème c'est qu'elle entre exactement en résonance avec le credo de l'UDC : « Les élites sont pourries, elles travaillent contre le peuple. » Les médias qui prétendent lutter contre le national-populisme creusent en fait son lit. Et de plus en plus.

Laurent Busslinger